



**Réponse d'Alliance TICS à la consultation publique menée par l'ARCEP
sur ses éléments de réflexion et premières orientations sur la neutralité de
l'internet et des réseaux**

Juillet 2010

Point de vue général

Alliance TICS considère que les pouvoirs publics doivent préserver les principes fondamentaux qui, en favorisant l'innovation et l'universalité des communications électroniques, ont permis le succès de l'internet.

Pour cela, il nous semble primordial de veiller à ne pas imposer des obligations supplémentaires aux opérateurs de communications électroniques et de permettre aux acteurs de l'internet de continuer à innover et investir à la fois dans les contenus, les applications et les réseaux de communications électroniques, alors que le net est appelé à se développer de manière considérable, aussi bien en termes d'usages qu'en termes de trafic, au cours des prochaines décennies.

1^{ère} orientation proposée :

II - Neutralité des réseaux d'accès à l'internet

b) L'accès à l'internet

b.1) L'ouverture et la neutralité d'accès

1^{ère} orientation

Pour proposer un « accès à l'internet », l'Autorité recommande que le FAI soit tenu, dans le respect des dispositions législatives en vigueur, d'offrir à l'utilisateur final la possibilité :

- d'envoyer et de recevoir le contenu de son choix ;
- d'utiliser les services ou faire fonctionner les applications de son choix ;
- de connecter le matériel et d'utiliser les programmes de son choix, dès lors qu'ils ne nuisent pas au réseau.

Alliance TICS considère que l'un des principes fondamentaux qui ont permis le succès de l'internet est celui de l'« internet ouvert ». Ce principe peut s'énoncer de la manière suivante : tout internaute doit pouvoir se connecter au réseau via le fournisseur d'accès de son choix et accéder à l'ensemble des contenus et services disponibles et respectant les réglementations existantes.

2^{ème} orientation proposée :

II - Neutralité des réseaux d'accès à l'internet

b) L'accès à l'internet

b.2) L'encadrement des mécanismes de gestion de trafic

2^{ème} orientation

L'Autorité recommande que les pratiques de gestion de trafic mises en place par les FAI pour assurer l'accès à l'internet demeurent exceptionnelles et respectent les principes généraux de pertinence, proportionnalité, efficacité, transparence et non discrimination.

Remarque préliminaire : au sein d'Alliance TICS, le point de vue exprimé dans la présente réponse à la deuxième orientation proposée par l'Arcep est soutenu exclusivement par le GITEP TICS.

Du point de vue technique, les réseaux doivent pouvoir gérer, de manière différenciée, les flux IP en fonction de l'information qu'ils transportent (texte, image, son, vidéo), des services que ces flux composent (messagerie, navigation web, streaming, « web conferencing », téléchargement, jeux en ligne, voix, etc.), des obligations contractuelles vis-à-vis des utilisateurs (niveaux de service garanti par exemple) et enfin de la charge du réseau.

Ces principes doivent pouvoir s'appliquer indifféremment à l'internet fixe et l'internet mobile. Les spécificités techniques de l'Internet mobile tiennent au fait que les canaux de transmission hertziens sont partagés entre les utilisateurs et que les capacités de transmission sont intrinsèquement limitées par la quantité de fréquences allouées à l'opérateur. De plus, les capacités de débit de ces réseaux restent toujours en retrait par rapport à celle du réseau fixe.

Ainsi, les outils techniques de gestion du trafic se justifient, sans s'opposer au principe de transparence.

6^{ème} orientation, 1^{er} volet :

II - Neutralité des réseaux d'accès à l'internet

d) Les conditions de l'équilibre entre accès à l'internet et services gérés

d.3) La transparence accrue vis-à-vis des utilisateurs finals

6^{ème} orientation (1^{er} volet)

Les FAI doivent fournir à l'utilisateur final des informations claires, précises et pertinentes relatives aux services et applications accessibles *via* leurs offres de données, aux pratiques de gestion de trafic mises en œuvre sur leurs réseaux, à la qualité de service de ces offres et à leurs limitations éventuelles. C'est ainsi, par exemple, que les termes « internet » et « illimité » ne doivent être employés que si les conditions définies au II.a et ci-après sont remplies. En outre, l'Autorité engage une démarche visant à ce que les FAI publient périodiquement, des indicateurs de qualité de service de détail spécifiques aux services de données.

Vis-à-vis des utilisateurs de l'internet, il nous semble important de garantir un accès le plus universel possible, accessible économiquement pour le plus grand nombre et d'assurer une transparence accrue, notamment sur les conditions tarifaires et sur les modalités techniques des offres d'accès à internet.

Les dispositions de la Directive Européenne « Service Universel » nous semblent de nature à répondre parfaitement à ces objectifs et nous recommandons de les transposer sans les assortir de modalités réglementaires superflues, qui pourraient freiner l'innovation et l'investissement, au détriment des utilisateurs finaux.